



Numéro 11

Octobre 2023

**Tous avec la Palestine!**

**Les Canadiens sont avec la Palestine!**

**Le monde entier est avec la Palestine!**

- **De faux récits sur le Hamas pour inciter à la haine viscérale contre le peuple palestinien**
- **Les organisations humanitaires exigent le respect des droits des Palestiniens**
- **Déportations massives, destruction et génocide au nom de la «légitime défense»**

**Points de vue**

- **Un peuple occupé a le droit de résister**  
– *Margaret Villamizar* –
- **L'Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne réagit au discours du premier ministre lors d'un rassemblement pro-Israélien à Ottawa**
  - **Sur la situation actuelle à Gaza**  
– *Martin Bracey* –
- **La racine de la violence est l'oppression**  
– *Jewish Voice for Peace* –

**Reportage photo**

- **Condamnation mondiale des crimes d'Israël à Gaza**

---

**Tous avec la Palestine!**

**Les Canadiens sont avec la Palestine!**

**Le monde entier est avec la Palestine!**

Malgré les tentatives effroyables du Canada officiel d'intimider les Canadiens pour qu'ils gardent le silence sur la nouvelle Nakba (catastrophe) orchestrée par Israël contre le peuple palestinien, des milliers et des milliers de personnes se joignent aux manifestations pour exprimer leur soutien au droit d'être du peuple palestinien et pour condamner les atrocités qu'Israël commet contre lui avec le soutien des États-Unis au nom de grands idéaux. À sa très grande honte, le Canada officiel, y

compris le gouvernement fédéral, les partis cartellisés qui forment l'opposition aux niveaux fédéral et provincial, ainsi que certains membres du monde universitaire et des médias officiels, se fait complice des atrocités en fermant les yeux sur les souffrances des Palestiniens, qui subissent un traitement pire que celui qu'on réserverait à des animaux, et en faisant tout leur possible pour réduire les Canadiens au silence. Honte à eux !



Montréal, 13 octobre 2023

Mais les crimes commis contre le peuple palestinien sont trop énormes pour se cacher derrière la lutte contre le terrorisme et les peuples du monde exigent que cela cesse, que la cause palestinienne soit reconnue et que justice soit faite.

Le monde se lève pour dire assez à Israël, assez aux États-Unis et à tous ceux qui refusent de condamner la campagne meurtrière d'Israël pour s'emparer de toute la Palestine, dont les résidents sont déjà réduits à une vie de détenus dans un camp de concentration. Israël a ordonné à plus d'un million de Palestiniens vivant dans le nord de la bande de Gaza de quitter les lieux avant minuit le vendredi 13 octobre alors qu'ils n'ont nulle part où aller, sous peine de subir les conséquences de bombardements sauvages et d'une invasion terrestre impitoyable. Les scènes de destruction brutale d'immeubles résidentiels et de bombardements qui tuent aveuglément hommes, femmes et enfants, des intervenants médicaux, des travailleurs humanitaires des Nations unies et des journalistes sont devenues intolérables pour toutes les personnes ayant une conscience; elles se lèvent pour dire NON !



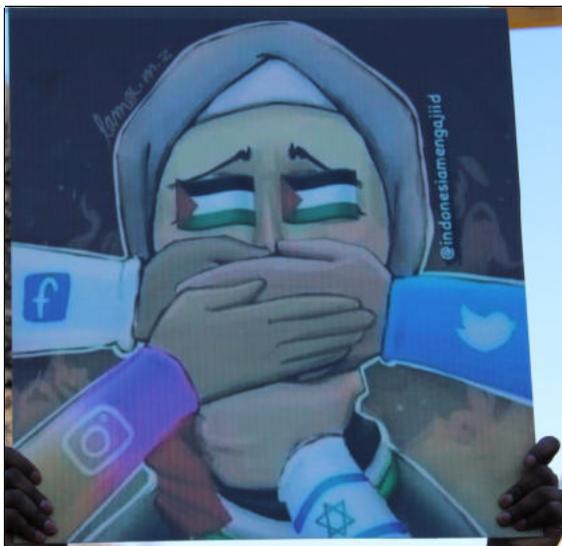
La manifestation de 6000 personnes à Montréal dans la soirée du 13 octobre, alors que l'échéance israélienne d'évacuer le nord de Gaza avant minuit touchait à sa fin, a donné le ton par sa détermination à déjouer toute provocation et tentative d'intimidation de ceux qui soutiennent le peuple palestinien en les traitant de semeurs de haine, d'antisémites et même de terroristes. Aux côtés des peuples épris de démocratie, de paix et de justice du monde entier, les Canadiens et les Québécois exigent qu'Israël mette immédiatement fin à son ordre inhumain d'évacuation du nord de Gaza, à son bombardement et à son siège de Gaza, et qu'il n'y ait pas d'invasion terrestre. Les Palestiniens ont le droit d'être dans leur patrie, de vivre en paix, sur un pied d'égalité avec tous les autres êtres humains, libres de l'oppression brutale, de l'humiliation et de la violence que représente l'occupation israélienne depuis des décennies. La résistance à l'occupation est un droit humain sans

lequel l'esclavage et non la liberté serait le sort de l'humanité. Les Canadiens et les peuples du monde entier sont solidaires de la Palestine sur ce point !



Ottawa, 15 octobre 2023

Après les attentats du 11 septembre 2001, lorsque le monde s'est tenu aux côtés des États-Unis contre les attaques contre les tours jumelles de New York, le monde a vu les impérialistes américains et leurs alliés de l'OTAN tenter de dissimuler les crimes de terreur au nom de la guerre contre le terrorisme. Les peuples de nombreux pays, ainsi que les soldats des armées d'invasion, souffrent encore des conséquences des mensonges, de la désinformation, de la vengeance et des crimes commis au nom de la guerre contre le terrorisme, qui se poursuit encore aujourd'hui. L'utilisation du pouvoir de l'État pour accuser ceux qui luttent pour la paix, la liberté et la démocratie d'être des semeurs de haine, des terroristes et des agents de l'étranger est devenue monnaie courante et ne réussira pas tant que des crimes seront commis au nom d'idéaux élevés. Les peuples défendront toujours la justice.



Soutenir la Palestine n'est pas un acte d'antisémitisme. Ce n'est pas soutenir le terrorisme. Ce n'est pas de l'incitation à la haine. Soutenir la résistance palestinienne, ce n'est pas épouser le terrorisme ! Pourtant, les gouvernements et les autorités du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, des États-Unis et d'autres gardiens autoproclamés de la démocratie dans le monde entier, débitent ces mensonges pour justifier ce qui ne peut l'être, à savoir des décennies de crimes contre l'humanité, de crimes contre la paix et de crimes de guerre commis contre le peuple palestinien par l'État d'Israël. C'est aussi pour justifier le rôle qu'ils ont joué en soutenant ces violations flagrantes du droit international, des droits humains et de la dignité humaine. Honte à eux et à tous leurs lâches conciliateurs !

Après avoir bombardé Gaza pendant une semaine, Israël a délibérément pris pour cible des immeubles résidentiels, des hôpitaux et des mosquées, tout en accusant le Hamas d'utiliser les Palestiniens comme boucliers humains. C'est le coupable qui utilise les Palestiniens comme cibles humaines pour commettre des atrocités au nom de sa guerre contre le terrorisme. Qu'une force occupante coupe l'électricité, l'eau et la nourriture d'une population entière de 2,3 millions de personnes concentrées dans une très petite zone et n'ayant nulle part où aller, les bombarde et maintenant les envahisse dans le cadre d'une campagne déclarée de vengeance, c'est la définition même d'un crime de guerre pour lequel le Canada officiel et tous les partis politiques du cartel, les

politiciens, les médias et les autres qui ont toléré cette situation devront rendre des comptes. Bien qu'ils puissent croire qu'ils peuvent utiliser leur position de pouvoir et de privilège pour ériger un mur de silence sur les droits du peuple de Palestine, seuls quelques rares personnes, qui ont peur de perdre leur carrière aujourd'hui ou à l'avenir, resteront silencieuses ou se joindront à eux pour dénoncer ceux qui soutiennent le peuple de Palestine. Honte au Canada officiel qui a renoncé à son devoir de défendre les droits du peuple palestinien, victime de l'occupation, du dénigrement, de la dépossession et de la violence d'Israël.



Pendant ce temps, les États-Unis ont déployé leur plus grand porte-avions pour rejoindre un autre porte-avions et ont déployé leurs groupes de combat au large des côtes israéliennes. Washington envoie des munitions et des armements pour soutenir Israël dans sa tentative de soumettre le peuple palestinien par la force. Les États-Unis et Israël étendent leurs menaces au Liban, à la Syrie et à l'Iran, menaçant de plonger l'Asie de l'Ouest dans la guerre et la dévastation. Les peuples de tous ces pays se soulèvent contre eux. Les peuples sont la force décisive dans le monde. C'est leur lutte pour la paix, la liberté et la démocratie qui prévaudra, et non les mensonges et la puissance militaire de la réaction la plus crasse que le monde n'ait jamais connue. Ceux qui sèment le vent récolteront la tempête.

D'une seule voix, exigeons la fin de cette sauvagerie infligée depuis des décennies au peuple palestinien ! Ceux qui sont responsables d'avoir soumis le peuple palestinien à la mort et la négation des droits doivent rendre des comptes ! Les Palestiniens ont le droit d'être. Nous sommes avec la Palestine !

### Montréal

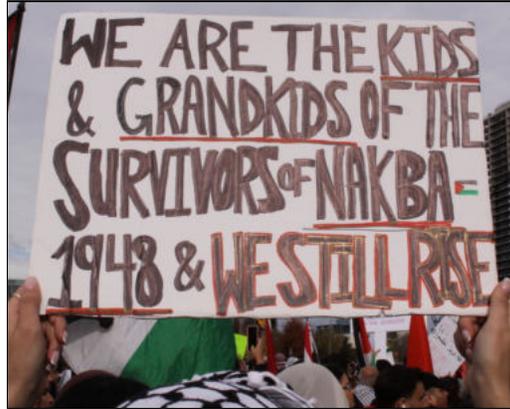




Ottawa



# Mississauga



## Windsor



## Calgary





Vancouver





(Photos : LML, Palestine MFA, Canada-Palestine Association)



## De faux récits sur le Hamas pour inciter à la haine viscérale contre le peuple palestinien



**Les bombes au phosphore blanc, déclarées armes illégales, sont utilisées par Israël contre les civils à Gaza.**

À la suite des événements du 7 octobre en Palestine et en Israël, les médias internationaux et de nombreux gouvernements ont immédiatement dénoncé les actions du Hamas contre Israël. Le Hamas est déclaré organisation terroriste. De nombreux médias ont inventé des histoires sur la décapitation de bébés, le viol de femmes et les massacres sanglants par le Hamas afin d'alimenter un discours de haine qui cherche à justifier les actions d'Israël visant les civils de Gaza qui, selon Israël, sont utilisés par le Hamas comme « boucliers humains ».

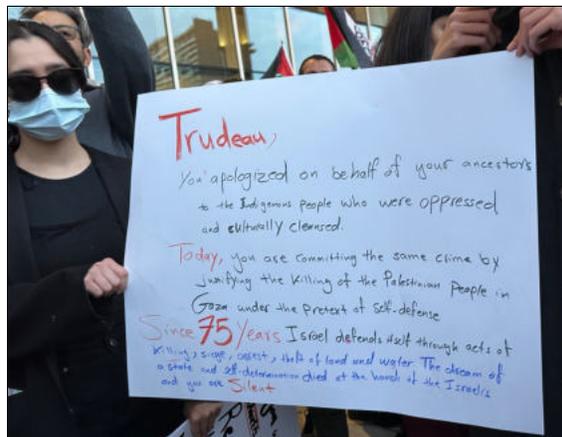
De fausses images et de faux rapports d'actions prétendument commises par le Hamas sont apparus partout. Ils ont été démasqués et certains ont été retirés depuis, mais le récit se poursuit néanmoins. Il s'agit d'un assaut contre l'intelligence humaine, qui provoque angoisse et suffocation, car il impose qu'il n'y ait qu'une seule façon de penser, et cette façon doit être du côté de ceux qui

condamnent les Palestiniens parce qu'elle condamne le Hamas. Pour citer le ministre israélien de la Défense, les Palestiniens sont des « animaux humains » et ils méritent de mourir. L'histoire n'existe pas. La vie réelle n'existe pas. Juste l'horreur utilisée pour justifier la prise de contrôle de toute la Palestine par Israël.

« J'ai ordonné un siège complet de Gaza. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence », a annoncé le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, le lundi 9 octobre. Eau, nourriture, gaz, tout a été coupé pour assiéger le peuple palestinien.

Dans un communiqué du 8 octobre, le premier ministre Justin Trudeau dit que « le Canada condamne sans équivoque et avec la plus grande fermeté ces terribles attaques et réaffirme son soutien au droit d'Israël de se défendre, conformément au droit international. »

Il ajoute : « Nous réclamons la libération immédiate des otages et exigeons qu'ils soient traités conformément au droit international. Nous continuerons de surveiller la situation de près et nous sommes en contact avec nos partenaires internationaux pour que la paix et la sécurité soient rétablies dans la région. Nous devons tous nous employer à protéger les civils. »



Nous n'entendons jamais le gouvernement du Canada élever la voix pour protéger les civils palestiniens victimes de la violence et de la dépossession des colons, mais le premier ministre déclare : « À nos amis israéliens : les Canadiens sont à vos côtés. Le gouvernement du Canada est prêt à vous aider, car rien ne pourra ébranler notre soutien envers le peuple israélien. »



Pas un mot pour les familles palestiniennes endeuillées.

Le drapeau canadien a été mis en berne jusqu'au coucher du soleil le 9 octobre sur la Tour de la Paix et la Colline du Parlement, ainsi qu'au bureau du premier ministre au 80, rue Wellington.

À Québec, le drapeau québécois a été mis en berne sur la tour centrale du Parlement les 10 et 11 octobre, à la suite de ce qui a été défini comme des attaques terroristes et de la violence en Israël.

Montréal a mis en berne les drapeaux de ses hôtels de ville le 9 octobre, jusqu'à la tombée de la nuit, pour commémorer les victimes « des attaques terroristes et de la violence en Israël », a déclaré la mairesse Valérie Plante. Elle a dit que ses pensées allaient aux civils qui « subissent les conséquences tragiques de ce conflit ». Elle a exprimé sa solidarité avec « les populations israéliennes et palestiniennes de Montréal ».

Les manifestations de soutien à la cause palestinienne et pour la justice ont ensuite été qualifiées de propagatrices de haine. Plusieurs politiciens ont fait des déclarations à ce sujet. Le premier ministre du Québec, François Legault, a déclaré que la manifestation pro-Palestine visait à « célébrer ou supposément justifier l'assassinat de civils ». C'est « honteux » et « inacceptable », a-t-il déclaré. Ne voyant pas que ses paroles décrivent plutôt ses propres agissements, il a dit : « Je suis vraiment très déçu de voir ces personnes qui se permettent de poser des gestes comme ça dans des moments aussi tragiques, aussi tristes. »

La manifestation de Montréal a également fait l'objet de remarques incendiaires de la part du ministre fédéral de l'Immigration, Marc Miller, qui a déclaré : « J'ai honte et je suis dégoûté de voir ces scènes glorifiant la mort et la terreur à Montréal, la ville que j'aime et que je représente. Le Hamas est une organisation terroriste et personne ne devrait glorifier sa violence sanglante. »

La mairesse Valérie Plante a également alimenté le discours que les manifestants célébraient le terrorisme et la violence. Elle a dit : « S'il y a des gens qui manifestent, en justifiant ou en excusant l'attaque terroriste que le Hamas a faite, c'est inacceptable. Ça n'a pas sa place. On devrait être dans le soutien, la compréhension et dans l'aspect humain. Il y a plein de familles israéliennes qui ont perdu quelqu'un. On a une famille montréalaise qui a perdu un membre de sa famille là-bas. ». Elle a ajouté que les policiers ont le pouvoir d'intervenir lorsque des messages haineux sont propagés, mais que parmi les manifestants, il pouvait y avoir des gens qui marchent parce qu'ils s'inquiètent pour leurs proches en Palestine, pas nécessairement parce qu'ils appuient le Hamas. On tente ainsi de diviser les gens en laissant entendre que les éléments extrémistes dans leurs rangs doivent être éliminés et que la communauté a le devoir de se dissocier de l'extrémisme.

Le 12 octobre, dans un communiqué, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de la Justice et de la Sécurité publique ont publié une déclaration à l'issue d'une réunion à Bromont, au Québec. La déclaration aurait été faite « à la suite des appels à la manifestation et à l'agitation à l'échelle mondiale lancés par l'organisation terroriste Hamas ». On affirme que le Canada soutient la liberté d'expression légitime et de conviction qui doit comprendre « la condamnation unanime des actes odieux commis par l'organisation terroriste Hamas ». « Notre démocratie, poursuit la déclaration, est fondée sur le respect et la tolérance et nous demandons à l'ensemble de la population de demeurer solidaire pendant cette période difficile. Nos partenaires chargés de l'application de la loi et de la sécurité demeurent vigilants face à ces perturbations possibles et surveillent la situation de près afin d'assurer la sécurité de tous les citoyens canadiens. »



La cheffe néodémocrate de l'Ontario a demandé à Sarah Jama, élue plus tôt cette année lors d'une élection partielle à Hamilton Centre, de retirer une déclaration sur le conflit entre Israël et le Hamas et le premier ministre l'appelle maintenant à démissionner. Sarah Jama a publié une déclaration dénonçant « l'occupation de la Palestine depuis des générations » et ce qu'elle a qualifié d'apartheid et de violations des droits de la personne à Gaza. « Nous devons chercher une solution à ce cycle de mort sans fin et de destruction : mettre fin à toute occupation des terres palestiniennes et mettre fin à l'apartheid », a-t-elle écrit.

Depuis, Mme Jama a dit que le premier ministre Ford faisait pression sur elle pour qu'elle démissionne et que le chef du Parti libéral et le Centre Simon Wiesenthal la prenaient également pour cible en raison de ses opinions.

Les faits montrent que Gaza a été transformée en un camp qui concentre 2,3 millions de personnes dans une petite zone où tous celles et ceux qui entrent et sortent sont contrôlés. La population a été privée d'eau, d'électricité et de nourriture et soumise à des bombardements et à la destruction non seulement des résidences, hôpitaux, écoles et espaces publics, mais aussi des lieux où elle a été forcée de se réfugier. Toutes les agences des Nations unies sont d'accord sur ce qui se passe à Gaza, mais les gouvernements du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, entre autres, poussent à l'irrationalité et dépeignent les partisans du peuple palestinien et de son droit au retour comme des semeurs de haine et des terroristes.

Leur politisation des droits humains signifie que certains citoyens valent plus que d'autres. Et, bien sûr, s'il s'agit d'animaux, ils ne méritent aucun droit. La définition des droits humains est désormais établie par des intérêts privés qui dictent quelle conscience est légitime et laquelle ne l'est pas et quelle conduite est acceptable en toute situation.

Tous les êtres humains ont des droits du fait qu'ils sont humains. Pour vivre leur humanité, ils ont besoin d'un toit, de nourriture, d'éducation, de travail, de services de santé et de liberté d'expression pour exprimer leur conscience et donner naissance à des projets qui résolvent les problèmes auxquels les êtres humains sont confrontés. Les Palestiniens sont des êtres humains qui demandent à vivre comme des êtres humains, à participer à la vie politique, sociale, culturelle et économique sur un pied d'égalité. C'est leur droit.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'oppose catégoriquement aux accusations selon lesquelles ceux qui soutiennent le droit d'être du peuple palestinien encouragent la haine, alors que tous les faits montrent que les fausses nouvelles incitent à une haine viscérale du peuple palestinien en préparation du déclenchement d'une campagne terrestre de brutalité et de massacres sans entraves. C'est déjà le cas pour la population de Gaza, une population de 2,3 millions de personnes concentrée dans une zone très restreinte et privée de tout moyen de subsistance et, désormais, de résistance.

Nous devons veiller à ce que le discours sur les civils ne soit pas utilisé pour masquer l'enjeu fondamental : le peuple palestinien est citoyen de quel pays, de quel État-nation, dont le premier devoir est de le protéger, de subvenir à ses besoins, de défendre sa dignité ? Qui est responsable de sa sécurité ? Israël est la puissance occupante. En vertu du droit international, et notamment de sa résolution fondatrice qu'il n'a pas respecté, Israël, en tant que force occupante, est responsable de la protection des citoyens soumis à son occupation, *doit être contraint* de mettre fin à ces atrocités, tandis que les citoyens de tous les pays du monde doivent exiger de leurs gouvernements qu'ils respectent l'état de droit international et ne permettent pas que des crimes contre l'humanité soient commis à l'encontre du peuple palestinien au nom d'idéaux élevés et en s'opposant au terrorisme et à la haine. On peut se demander pourquoi l'État israélien n'a jamais fait l'objet de sanctions ou n'a jamais vu son statut de membre de l'ONU suspendu, alors que d'autres pays en butte à l'impérialisme américain subissent les pires punitions collectives que l'ONU et son Conseil de sécurité peuvent infliger.

Ensemble, nous ne faisons qu'un. Ensemble, nous devons être solidaires du peuple palestinien qui lutte pour son droit à l'existence.





Les troupes israéliennes massées aux frontières de la bande de Gaza commencent à effectuer des raids dans la bande de Gaza le 14 octobre 2023, sans doute en préparation d'une d'invasion terrestre.



---

## Les organisations humanitaires exigent le respect des droits des Palestiniens

### Nations unies

Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Palestine, a averti le 14 octobre que « les Palestiniens courent un grave danger de nettoyage ethnique de masse » et a appelé la communauté internationale à « négocier d'urgence un cessez-le-feu ». « Il existe un grave danger que ce à quoi nous assistons soit une répétition de la Nakba de 1948 et de la Naksa de 1967, mais à plus grande échelle. La communauté internationale doit tout

faire pour empêcher que cela ne se reproduise », a Francesca Albanese, notant que les responsables israéliens ont ouvertement plaidé en faveur d'une nouvelle Nakba. « La situation dans les territoires palestiniens occupés et en Israël a atteint un point critique », a-t-il ajouté. « Les Nations unies et leurs États membres doivent intensifier leurs efforts de médiation pour obtenir un cessez-le-feu immédiat entre les parties, avant que nous n'atteignons un point de non-retour. » « Au nom de la légitime défense, Israël cherche à justifier ce qui équivaldrait à un nettoyage ethnique », écrit en conclusion le rapport spécial qui appelle la communauté internationale à « mettre fin à ces violations flagrantes du droit international maintenant, avant que l'histoire tragique ne se répète ».

En date du 14 octobre, l'ONU rapporte que 2 200 Palestiniens ont été tués par les frappes aériennes israéliennes, citant les chiffres des autorités palestiniennes. Le 13 octobre, l'ONU avait signalé qu'au moins 423 000 personnes avaient été déplacées à Gaza, un chiffre publié avant que les occupants israéliens n'exigent l'évacuation des 1,1 million d'habitants du nord de la bande de Gaza. Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a publié le 14 octobre un communiqué de presse d'Euro-Med Monitor dans lequel l'organisation déclare avoir « documenté le déplacement de plus de 820 000 personnes vers des écoles affiliées à l'ONU, des écoles gouvernementales et les maisons de parents et de voisins ». Plus de 450 000 personnes ont été déplacées après que leurs maisons ont été détruites ou endommagées par des raids aériens israéliens.

Un ordre israélien voulant que les Palestiniens évacuent le nord de Gaza a été envoyé aux représentants à New York le 12 octobre. Israël a dit que les Palestiniens qui quitteraient ne seraient pas autorisés à revenir « avant que nous le confirmions ». « Les Nations unies considèrent qu'il est impossible qu'un tel mouvement ait lieu sans conséquences humanitaires dévastatrices », a dit le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric.

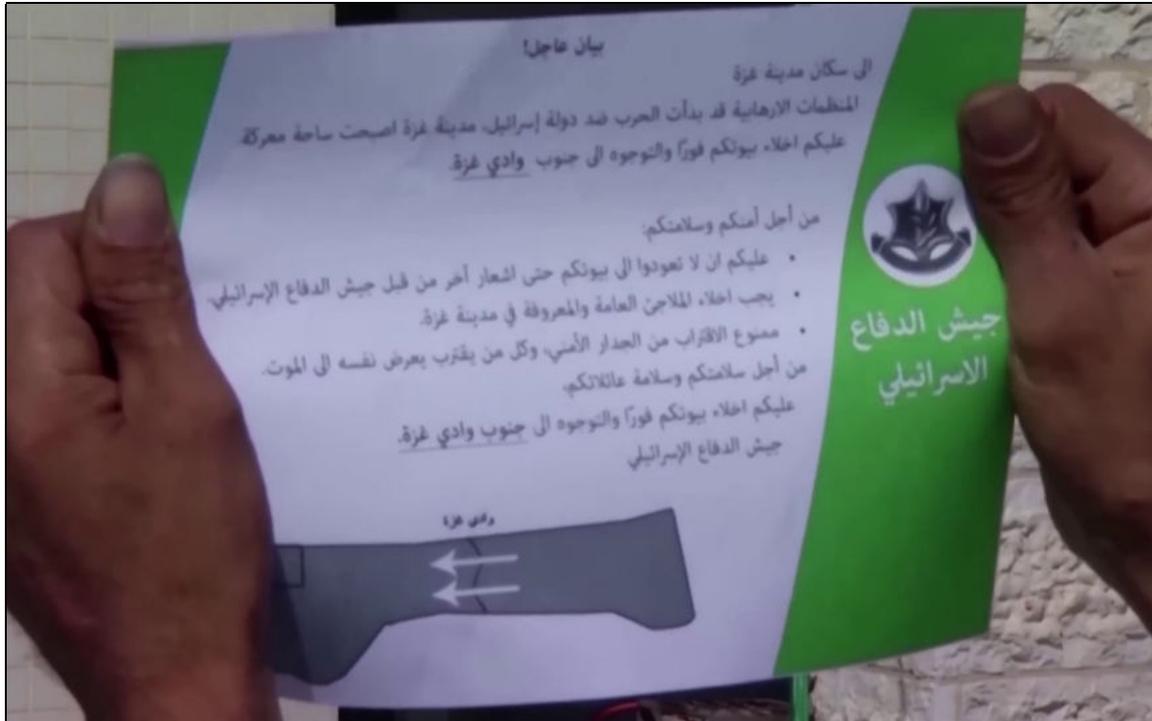
Des rapports indiquent que les personnes tentant de respecter l'ordre n'ont pas eu droit à un passage sécuritaire et sont ciblés par les soldats israéliens.

L'Organisation mondiale de la santé s'est prononcée sur l'impossibilité d'une telle évacuation dans un communiqué du 13 octobre, qui dit en partie : « L'OMS se joint aux Nations unies pour exhorter Israël d'immédiatement annuler l'ordre d'évacuer plus d'un million de personnes vivant au nord de Wadi, à Gaza. Une évacuation de masse s'avérerait désastreuse – pour les patients, pour les travailleurs de la santé et pour les autres civils laissés pour compte ou pris dans un mouvement de masse.

« En raison des frappes aériennes et des frontières fermées, les civils n'ont nulle part à aller. Près de la moitié de la population de Gaza a moins de 18 ans. Alors que les approvisionnements en nourriture saine, en eau potable, en services de santé se détériorent, et sans refuge adéquat, les enfants et les adultes, y compris les aînés, seront grandement à risque de contracter des maladies.

« Le ministère de la Santé de Palestine a informé l'OMS qu'il était impossible d'évacuer les patients vulnérables de l'hôpital sans mettre leur vie en danger. Les patients vulnérables sont ceux qui sont gravement blessés ou qui dépendent d'une assistance respiratoire. Les déplacer au milieu des hostilités met leur vie en danger immédiat. »





**Israël largue des tracts demandant aux habitants de Gaza de fuir du nord de la bande de Gaza vers le sud, le 12 octobre 2023.**

Le porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic, a déclaré le 13 octobre que le système de santé à Gaza est 'au point de rupture'. Les deux principaux hôpitaux au nord de la bande de Gaza, l'hôpital Indonésien et l'hôpital Shifa, ont déjà dépassé leur nombre maximum de 760 lits et les hôpitaux au sud de Gaza débordent aussi. » Six des sept principaux hôpitaux à Gaza ne fonctionnent que partiellement, a-t-il ajouté.

Le porte-parole de l'OMS a souligné que le déplacement de patients vulnérables comme ceux qui ont été gravement blessés et les adultes, les enfants et les nouveau-nés qui dépendent des respirateurs artificiels aux soins intensifs, serait un « arrêt de mort » et demander aux travailleurs de la santé de le faire serait « le comble de la cruauté ».

Tarik Jasarevic a dit que les travailleurs de la santé sur le terrain rapportent que les cadavres « s'accumulent » par manque de place dans les morgues, et les ambulanciers et les médecins doivent faire des choix « déchirants » sur quelle personne sauver et quelle délaisser.

Il a ajouté qu'au 12 octobre, 32 attaques contre les centres de soin de santé dans la bande de Gaza ont été confirmés depuis le début de l'offensive actuelle d'Israël, qui ont tué 11 travailleurs de la santé en devoir. Le Centre des opérations d'urgence de Gaza, appuyé par l'OMS, a subi de graves dommages, a-t-il dit.

Dans un communiqué de presse du 14 octobre, l'OMS demande à Israël d'« annuler immédiatement les ordres d'évacuation des hôpitaux du nord de Gaza » et appelle à la protection des établissements de santé, du personnel soignant, des patients et des civils. L'OMS réitère également ses appels à l'acheminement immédiat et de façon sécuritaire de fournitures médicales, de carburant, d'eau potable, de nourriture et d'autres aides humanitaires à Gaza par le point de passage de Rafah, où l'assistance vitale, y compris les fournitures sanitaires de l'OMS qui sont arrivées plus tôt dans la journée, attend actuellement d'être introduite ».



**Les attaques israéliennes contre le personnel médical à Gaza comprennent une frappe aérienne sur une ambulance le 11 octobre 2023, trois ambulanciers sont tués. Dommages causés à l'hôpital Al-Awda par une frappe aérienne, le 11 octobre 2023.**

Le coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Martin Griffiths, a gazouillé que « le noeud coulant autour de la population civile de Gaza se resserre », demandant comment un nombre aussi important de personnes pouvait se déplacer dans une « zone de combat ayant une population aussi dense » en seulement 24 heures.

Le 14 octobre, le directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a rappelé à Israël, dans un communiqué de presse, que « les guerres ont des règles ». « Les civils, les hôpitaux, les écoles, les cliniques et les locaux des Nations unies ne peuvent être pris pour cible. L'UNRWA ne ménage pas ses efforts pour inciter les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international afin de protéger les civils, y compris ceux qui cherchent refuge dans les abris de l'UNRWA. Les abris de l'UNRWA à Gaza et dans le nord de Gaza ne sont plus sûrs. C'est une situation sans précédent.

« Cette guerre ne devrait pas être une exception, la protection des civils et des infrastructures civiles, y compris les bâtiments des Nations unies, s'applique également à ce conflit. »

Philippe Lazzarini, directeur de l'UNRWA, a prévenu le 13 octobre que l'ordre de relocalisation « ne fera qu'entraîner des niveaux de misère sans précédent et pousser encore plus les habitants de Gaza dans l'abîme ».

L'UNRWA a ensuite gazouillé le 13 octobre que Gaza devenait « rapidement un enfer et est sur le point de l'effondrement ». « Il n'y a pas d'exceptions, toutes les parties doivent respecter les lois de la guerre. » Le 12 octobre, l'UNRWA a gazouillé que 12 membres de son personnel avaient été tués par l'offensive israélienne.

Le 11 octobre, un communiqué de presse laisse percevoir l'ampleur de la destruction et de la campagne sans discernement de frappes et du nombre toujours grandissant de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : « Près de 218 600 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDP) ont pris refuge dans 92 écoles de l'UNRWA dans les régions de la bande de Gaza. Le nombre d'IDP dans les refuges d'urgence de l'UNRWA continue d'augmenter de jour en jour alors que les frappes aériennes et les tirs d'artillerie des Forces israéliennes continuent dans toute la bande de Gaza.

« En outre, plusieurs autres personnes sont déplacées dans des écoles gouvernementaux et d'autres édifices. Au total, 340 000 Palestiniens ont été déplacés dans toute la bande de Gaza. » Au 12 octobre, ce chiffre a augmenté de 90 000 personnes, totalisant près de 430 000.

Pour bien comprendre l'ampleur du déplacement actuel de 430 000 personnes, la guerre de 1948 a pris fin alors que les forces israéliennes contrôlaient près de 78 % de la Palestine historique. Le 22 % qui restait a été confié à l'administration de l'Égypte et du Jourdain. L'appellation de cette dépossession du peuple palestinien sur laquelle est fondée l'État d'Israël est la Nakba (« La catastrophe »). En 1967, Israël a absorbé l'ensemble de la Palestine historique, en plus de territoire additionnel appartenant à l'Égypte et à la Syrie. Cela a mené à l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, alors que 350 000 Palestiniens ont été déplacés. Ce déplacement porte le nom de Naksa.



Une campagne massive de frappes aériennes israéliennes aveugles se poursuit le 14 octobre 2023.

Dans son communiqué de presse du 11 octobre, l'UNRWA dit en outre : « Plus de 5 300 membres du personnel de l'UNRWA répondent à l'urgence dans des conditions extrêmement pénibles. Plusieurs routes ont été détruites ou sont maintenant inaccessibles en raison des débris et des frappes aériennes qui limitent les mouvements.

« Les refuges sont surpeuplés et il y a une quantité limitée de nourriture, de produits non alimentaires et d'eau potable. La crise de l'eau n'est qu'une question de temps dans les refuges d'urgence de l'UNRWA et dans toute la bande de Gaza en raison des infrastructures endommagées, du manque d'électricité nécessaire au fonctionnement des pompes et des usines de dessalement, et des approvisionnements limités d'eau dans les marchés locaux. Les approvisionnements en eau ne peuvent pas être renouvelés en raison du blocus total imposé à la bande de Gaza par les autorités israéliennes. On ne peut plus faire venir de l'essence et les fournisseurs d'eau israéliens ne peuvent plus livrer de l'eau à Gaza. Un Groupe de travail d'urgence a été mis sur pied pour trouver des approvisionnements d'eau pour les refuges et autres en coordination avec l'UNICEF et OCHA [Bureau de la coordination des affaires humanitaires].

« Il n'y a pas d'accès humanitaire à la nourriture ou aux autres produits essentiels.

« En coordination avec le Programme alimentaire mondial (PAM), du pain a été distribué aux personnes déplacées dans les refuges. L'UNRWA distribue aussi de la nourriture à des familles déplacées.

« Aujourd'hui, un centre de santé UNRWA dans une région de Gaza a été détruit par des frappes aériennes, faisant en sorte que le nombre d'installations touchées par le conflit est de 21 depuis le 7 octobre. »

Le porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), James Elder, a informé les journalistes à Genève le 13 octobre que la situation humanitaire a maintenant atteint des « niveaux fatals ». Il a souligné que la bande de Gaza est l'un des endroits les plus densément peuplés sur la planète, et il s'y trouve des centaines de milliers d'enfants, qui n'ont aucun endroit sécuritaire où ils peuvent aller.

Un porte-parole de l'OCHA, Jens Laerke, a aussi souligné l'impossibilité de relocalisation, et a posé la question : « Au milieu d'une zone de combats où les gens sont déjà au bout de leurs forces, comment une relocalisation serait-elle possible ? »

Il a aussi souligné l'urgence que Gaza ait accès à de l'aide humanitaire alors que tous les approvisionnements disparaissent rapidement. « À toutes fins pratiques, nous sommes enclavés », a-t-il dit.

Le 12 octobre, l'ONU a lancé un appel éclair à 77 partenaires humanitaires pour la somme de 294 millions de dollars afin de répondre aux besoins les plus urgents de 1,26 millions de personnes dans Gaza et la Cisjordanie occupée. « Il s'agit de répondre à une escalade qui a placé des civils dans une situation dans laquelle ils n'auraient jamais dû se retrouver », a dit Laerke au sujet de l'appel. « La priorité la plus urgente maintenant est de désescalader », a-t-il ajouté.

### **Comité international de la Croix-Rouge**

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a également dénoncé l'ordre d'évacuation d'Israël. En fait, l'ordre d'évacuation a contraint le CICR à faire une rare déclaration publique le 13 octobre, appelant à une pause dans les combats et remettant en question la légalité d'un tel ordre. « Les instructions données par les autorités israéliennes à la population de la ville de Gaza de quitter immédiatement leurs maisons, associées au siège complet qui les prive explicitement de nourriture, d'eau et d'électricité, ne sont pas compatibles avec le droit international humanitaire. Le siège israélien a coupé l'électricité, l'eau, le carburant, la nourriture et l'approvisionnement de la bande de

Gaza. La privation intentionnelle de nourriture d'une population civile en tant que tactique de guerre est une violation des conventions de Genève. »

## Médecins Sans Frontières

Le 13 octobre, Médecins Sans Frontières (MSF) a publié une déclaration condamnant l'ordre d'évacuation d'Israël, précisant que « cela représente une attaque contre les soins médicaux et l'humanité ». « Nous parlons de plus d'un million d'êtres humains. Le terme 'sans précédent' ne couvre même pas l'impact médical et humanitaire de cette situation. Gaza est rasée, des milliers de personnes meurent, cela doit cesser maintenant. » « Nous condamnons la demande d'Israël dans les termes les plus forts possibles », a déclaré Meinie Nicolai, directrice générale de MSF, dans le communiqué.

Matthias Kennes, chef de mission de Médecins sans frontières (MSF) à Gaza, a dit le 12 octobre : « Les avions de chasse démolissent des rues entières, bloc par bloc », ajoutant : « Il n'y a pas d'endroit pour se cacher, ni de temps pour se reposer. Certains endroits reçoivent des frappes plusieurs nuits de suite. »

« Nous y avons goûté en 2014 et en 2021, alors que des milliers de personnes sont mortes. À chaque fois, nos collègues médicaux sont à l'oeuvre, ne sachant pas s'ils vont revoir leurs maisons ou leurs familles », poursuit Kennes. « Mais ils disent qu'aujourd'hui, c'est différent. Cette fois, en cinq jours, ils ont déjà vu 1 200 personnes mourir. Que peuvent faire les gens ? Où peuvent-ils aller ? »

MSF rapporte dans un communiqué : « Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants subissent une punition collective sous forme de siège total, de frappes sans discernement et la menace toujours présente de combats terrestres. Il faut trouver des espaces sécuritaires, et des approvisionnements humanitaires doivent pouvoir entrer à Gaza. Les blessés et les malades doivent recevoir des soins médicaux. Les établissements et le personnel médicaux doivent être protégés et respectés. Les hôpitaux et les ambulances ne sont pas des cibles. »

MSF ajoute :

« Le siège imposé par le gouvernement israélien, y compris la pénurie de nourriture, d'eau, de combustible et d'électricité est inacceptable. Suite à 16 années de blocus militaire contre la bande de Gaza, les établissements médicaux sont déjà vulnérables. Ce siège ne laisse aucun répit aux patients pris dans les combats, ni au personnel médical. Ce que nous voyons est un blocus intentionnel sur les denrées essentielles. L'entrée de ces fournitures et de personnel médical indispensable doit être facilité au plus vite. »





Des dizaines de milliers de Gazaouis fuient le nord de la bande de Gaza à pied et en voiture, le 14 octobre 2023.

(Avec des informations de UN News Agency, MSF et autres agences de nouvelles. Traductions de l'espagnol: LML.)



## Déportations massives, destructions et génocide au nom de la «légitime défense»

« Si cela se transforme en conflit direct plutôt qu'en opérations spéciales, les frontières de Gaza pourraient de facto changer », a déclaré un colonel israélien en service en entrevue avec *Middle East Eye* sous le couvert de l'anonymat. Il a précisé que l'armée avait mis au point un plan pour encercler les zones du nord pendant que les frappes aériennes pilonnent le reste de l'enclave. Le colonel israélien a dit que l'armée avait divisé l'enclave en plusieurs secteurs et « déterminé les points et les colonies de la bande qui seront encerclés ». Il a ajouté que « des opérations spéciales seront menées dans au moins 25 points des sous-secteurs » et que, si Israël procédait à une invasion terrestre, les soldats israéliens pourraient rester dans la bande de Gaza pendant une longue période, qui reste déterminée.

*Middle East Eye* rapporte que le colonel a également affirmé que si le Hamas capitulait et n'opposait pas une résistance farouche avec d'autres groupes palestiniens, l'armée resterait sur place

pour une durée indéterminée. *Middle East Eye* rapporte également que le diplomate israélien Danny Ayalon a déclaré à un journaliste d'*Al Jazeera* qu'il y avait « un espace infini » pour les civils de Gaza dans le désert égyptien du Sinaï et qu'ils devraient tous y être transférés.

David Hearst, cofondateur et rédacteur en chef de *Middle East Eye*, écrit, pour le Centre d'information palestinien, que Netanyahu « veut éradiquer le Hezbollah et le Hamas, qu'il m'a un jour décrit (lorsqu'il était dans l'opposition) comme des porte-avions pour l'Iran. [...] Le chef de l'opposition israélienne, Benny Gantz, a également fait allusion à un projet plus vaste : 'Nous allons gagner et nous allons changer la réalité sécuritaire et stratégique dans la région.' »

Hearst écrit :

« Réoccuper Gaza et en finir avec un seul groupe armé palestinien ne changerait pas la réalité stratégique de la région, et il n'est pas nécessaire de disposer d'une armée de 360 000 hommes pour réoccuper Gaza. Il s'agit du plus grand nombre de réservistes mobilisés dans l'histoire du pays. [...] Mais si une entreprise plus importante est en préparation, qu'impliquerait-elle et quels risques représenterait-elle pour la région dans son ensemble ? [...] Mardi, le lieutenant-colonel israélien Richard Hecht a dit à des journalistes étrangers qu'il conseillerait aux réfugiés palestiniens de « sortir » par le point de passage de Rafah, à la frontière sud de Gaza avec l'Égypte. [...] L'Égypte pourrait être contrainte d'autoriser un afflux de réfugiés en provenance de Gaza – ce qui s'est produit après la guerre israélo-arabe de 1948 et la guerre de 1967. [...] Pourquoi cette déclaration si la possibilité d'un nouvel exode massif n'était pas discutée à huis clos ? [...] Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a qualifié les Palestiniens d'"animaux humains". [...] Revital Gotliv, membre de la Knesset, a demandé à Israël d'envisager de larguer une bombe nucléaire sur Gaza [...] Giora Eiland, un ancien général, a déclaré qu'Israël devait 'créer une catastrophe humanitaire sans précédent' à Gaza et a menacé d'une nouvelle Nakba : 'Seule la mobilisation de dizaines de milliers de personnes et le cri de la communauté internationale permettront à Gaza d'être soit sans le Hamas, soit sans sa population. Nous sommes dans une guerre existentielle.' »

Hearst poursuit :

« Le vendredi 13 octobre, les intentions d'Israël ne faisaient plus guère de doute. L'armée israélienne a demandé aux Palestiniens du nord de Gaza de partir, affirmant qu'ils ne seraient pas autorisés à revenir 'jusqu'à ce que nous le disions'. [...] Si Israël n'est pas arrêté, la voie sur laquelle il s'est engagé est de tuer non pas 2 251 hommes, femmes et enfants à Gaza – comme ce fut le cas lors de l'incursion terrestre de 2014 – mais des dizaines de milliers, un taux de pertes suffisamment élevé pour une nouvelle Nakba. [...] Israël dit maintenant que cette guerre est existentielle. Dans les rues, Israël ressemble à un pays où il n'y a pas d'autorité, où les Israéliens peuvent se faire justice eux-mêmes, où des citoyens normaux, sans lien avec les colons ou l'extrême droite, se promènent armés dans les rues. Le niveau général de haine et de peur est tel que ce n'est qu'une question de temps avant que les Palestiniens à l'intérieur d'Israël ne soient attaqués. [...] Si une offensive terrestre est lancée, ce qui pourrait se produire très bientôt, le Hezbollah pourrait avoir le choix entre attendre qu'Israël achève le Hamas et s'en prenne ensuite à lui – sachant qu'il serait alors seul – ou rejoindre le Hamas et les autres factions armées de Gaza, chaque groupe conservant son efficacité en tant que force de combat. Le Hezbollah peut avoir de très bonnes raisons de vouloir maintenir le statu quo à la frontière libanaise, mais il ne s'agit plus d'un conflit que tout groupe confronté à Israël, ou toute partie du mouvement palestinien, peut se permettre d'ignorer sans donner à Israël un laissez-passer. [...] Jeudi, le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, a déclaré que les crimes commis contre les Palestiniens recevraient une réponse du 'reste de l'axe de la résistance'. »

Hearst conclut : « Une campagne à Gaza qui se transformerait en un plan susceptible de changer le Moyen-Orient pourrait avoir des conséquences dangereuses – et il faut y mettre un terme avant qu'il ne soit trop tard. »



## Points de vue

# Un peuple occupé a le droit de résister

– Margaret Villamizar –



*Les remarques suivantes ont été prononcées lors de la manifestation de soutien à la Palestine qui s'est tenue à Windsor, en Ontario, le 12 octobre.*

En ce jour de résistance, nous affirmons fièrement le droit et le principe fondamental du droit international pour un peuple vivant sous occupation – sans parler d'un siège brutal, bloqué de tous côtés – de résister et de se libérer ! L'histoire a montré que le seul moyen de se libérer dans ces conditions est la résistance organisée.

Ceux qui dénoncent aujourd'hui la résistance arment militairement et économiquement l'occupant et lui donnent le feu vert pour poursuivre l'occupation. Ceux qui dénoncent la résistance ne peuvent pas dire ouvertement qu'ils soutiennent l'occupation d'un peuple et de ses terres parce qu'ils savent que c'est immoral, injuste et criminel. Au lieu de cela, ils essaient d'amener tout le monde à juger les occupés, à débattre à savoir si leurs méthodes sont bonnes ou mauvaises, alors que leur principal objectif est de maintenir l'occupation, d'étendre les colonies illégales et d'assujettir un peuple entier. C'est de la lâcheté et cela montre qu'en tant que Canadiens, nous devons parler en notre propre nom. Nous ne pouvons pas compter sur ceux qui n'ont pas de principes pour parler en notre nom.

Le fier peuple palestinien qui refuse de se soumettre à ses oppresseurs définit lui-même ce qu'est la résistance et comment la libération sera obtenue. Je tiens à exprimer ma gratitude et mon respect pour les jeunes, ici au Canada et en Palestine, qui reprennent aujourd'hui le combat contre la colonisation et l'impérialisme à leurs propres conditions. Ils montrent que la Palestine sera libre !

Le premier ministre Justin Trudeau essaie de nous dire qui n'est PAS un mouvement de résistance. Pour qui se prend-il ? Croit-il que ce soit à lui de décider ce qu'est le droit international, de décider qui vit et qui doit mourir et combien vaut la vie des uns et des autres ? Non ! Nous sommes une seule et même humanité, indivisible, et nos vies et nos droits ne peuvent être séparés. Trudeau ne parle pas au nom du peuple canadien, ni même au nom du droit international fondamental et des droits humains.

Si le Hamas et les autres forces qui se sont unies pour résister à cette occupation ne sont pas une force de résistance, alors qui l'est ? Dites-le-nous, M. Trudeau et les autres députés qui voulez condamner ceux qui résistent. Soyez honnêtes ! Les partis au Parlement ne soutiennent qu'une Palestine incapable de se défendre et dépendante de l'occupant pour ses droits, ce qui signifie

l'humiliation. Lorsque le Hamas et une coalition de mouvements de résistance ont été élus en Palestine, il y a 18 ans, le Canada a tout simplement déclaré que l'élection était nulle et non avenue et que le peuple palestinien ne pouvait voter que de la manière jugée acceptable par le gouvernement canadien, dirigé par Stephen Harper à l'époque.

Lorsqu'aujourd'hui Justin Trudeau nous dit qui est ou n'est pas la résistance, il essaie de nous dicter ce qui nous est permis de penser en disant que lui et son gouvernement criminaliseront ceux qui expriment leur soutien à un peuple opprimé. Cela vient d'un gouvernement qui a accueilli et honoré un nazi parce qu'il avait combattu la Russie (l'Union soviétique) pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Les membres de ma génération sont les fils et les filles de ceux qui ont combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale dans les armées régulières et dans les mouvements de résistance. Nous avons été solidaires des luttes anticoloniales des années 1950, 1960, 1970 et 1980 en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Aujourd'hui, aucun premier ministre ni aucun député qui encourage les nazis qui ont combattu l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale ne nous dira qui est et qui n'est pas un mouvement de résistance légitime. Aujourd'hui, nous montrons que nous sommes tous la résistance à l'occupation et que c'est ce que les Canadiens défendent.



---

## **L'Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne réagit au discours du premier ministre lors d'un rassemblement pro-israélien à Ottawa**

Le premier ministre Justin Trudeau, le chef du Parti conservateur Pierre Poilievre, la présidente de la Fédération juive d'Ottawa Andrea Freedman et le maire d'Ottawa Mark Sutcliffe ont participé à un rassemblement de solidarité en appui à Israël à Ottawa le 9 octobre. L'Association des Canadiens arabes palestiniens (ACAP) a publié un communiqué à la suite du rassemblement dans lequel elle déclare « suivre de près les événements qui se déroulent dans la bande de Gaza, en Palestine. L'ACAP examine également avec attention les déclarations faites par les dirigeants canadiens en réponse à ces événements. Comme on pouvait s'y attendre, la majorité des déclarations sont pro-israéliennes et donnent à toutes fins pratiques carte blanche au gouvernement israélien dans sa réponse militaire à Gaza. Cependant, le langage et les remarques utilisés par notre premier ministre dans un discours qu'il a prononcé lors d'un rassemblement pro-israélien hier soir sont encore plus inquiétants. »

L'ACAP s'oppose fermement à certaines des opinions exprimées par le premier ministre hier soir et souhaite réagir.

Il convient tout d'abord de noter que si le premier ministre s'est empressé de pleurer les vies israéliennes perdues au cours de la fin de semaine, il ne l'a pas fait pour les centaines de civils palestiniens déjà tués par la riposte israélienne. En outre, selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem [1], les forces israéliennes ont tué 4 868 Palestiniens dans les Territoires palestiniens occupés (TPO), dont 1 793 enfants, en dehors de tout contexte de conflit armé. L'ACAP ne se souvient d'aucune déclaration du premier ministre depuis son entrée en fonction en 2015 exprimant sa sympathie pour la perte de vies palestiniennes innocentes. Non seulement cela contribue-t-il à la déshumanisation des Palestiniens, mais c'est aussi laisser entendre que le premier ministre est fondamentalement partial lorsqu'il s'agit de la question de la Palestine.

Dans son discours[2], le premier ministre a qualifié les manifestations pro-Palestine qui ont eu lieu cette fin de semaine de « célébrations ». Le premier ministre est manifestement dans l'erreur. Les

Canadiens d'origine palestinienne et les Canadiens d'origine israélienne ont le droit de défendre leurs droits humains. Les Palestiniens canadiens ont le droit de protester contre les faux récits diffusés par les médias occidentaux et, malheureusement, par notre propre gouvernement. Le Canada est une démocratie. De telles déclarations sont ignorantes et dangereuses, car elles ont un effet dissuasif sur la liberté d'expression au sein de notre communauté. Elles sont contraires aux valeurs canadiennes les plus importantes et doivent cesser immédiatement.

En novembre 2020, le gouvernement canadien a voté en faveur du droit des Palestiniens à l'autodétermination à l'Assemblée générale des Nations unies. Malgré cela, le Canada continue de bloquer tous les efforts pacifiques, juridiques et diplomatiques déployés par les Palestiniens pour défendre leurs droits. Le 20 décembre 2019, le Bureau du procureur de la Cour pénale internationale a conclu son examen préliminaire de la situation en Palestine en disant qu'il existait « une base raisonnable pour ouvrir une enquête sur la situation en Palestine ». Dans sa conclusion, le procureur Bensouda expose la position suivante :

1. des crimes de guerre ont été ou sont commis en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza;
2. les poursuites potentielles découlant de cette situation seraient recevables; et
3. il n'y a pas de motif substantiel de croire qu'une enquête ne servirait pas les intérêts de la justice.

En réponse à cela, le Canada a présenté une lettre à la Cour pénale internationale réitérant sa position sur le statut de la Palestine. Selon un article publié par *The Canadian Jewish News*, le Canada a fait savoir à la Cour pénale internationale, par lettre[3], qu'il ne reconnaissait pas l'existence d'un État palestinien et que la Cour n'avait donc pas la compétence nécessaire pour examiner cette affaire. Si le gouvernement canadien croyait vraiment aux droits humains et au droit à l'autodétermination des Palestiniens, il ne tenterait pas de bloquer les voies juridiques menant à la justice.

Notre message au premier ministre est clair. Lorsque vous commentez les événements qui ont lieu dans la bande de Gaza, vous devez tenir compte du contexte politique. Il ne s'agit pas d'un « conflit » israélo-palestinien. Depuis 1967, le gouvernement israélien occupe illégalement les territoires palestiniens. Depuis 2007, le gouvernement israélien impose un blocus catastrophique et illégal de la bande de Gaza, où deux millions de Palestiniens, dont la majorité a moins de 18 ans, sont coupés du monde extérieur. Un rapport des Nations unies de 2012 avertissait que d'ici 2020, la bande de Gaza serait invivable[4].

Des faits aussi importants que ceux-ci doivent être portés à la connaissance du public lorsque ce sujet est discuté. Dans ses remarques irresponsables, le premier ministre a manqué à ce devoir et ne fait que confirmer notre opinion selon laquelle les politiques de son gouvernement sur cette question sont unilatérales et profondément injustes.

## Notes

1. « [Getting Off Scot-Free : Israel's Refusal to Compensate Palestinians for Damages Caused by Its Security Forces](#) », Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories, march 2017
2. « ['They're not freedom fighters' : Trudeau, Poilievre speak at Jewish community centre after Hamas attack](#) », CTV News, 10 octobre 2013
3. « [Canada backs Israel in ICC challenge](#) », The Canadian Jewish News, 26 février 2020
4. « [La question de Palestine](#) », Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, août 2020

(10 octobre 2023)



## Sur la situation actuelle à Gaza

– Martin Bracey –

Il serait utile en ce moment de se rappeler les actions des forces israéliennes pendant la Nakba. C'est-à-dire leur plan systématique d'expulsion de la population palestinienne pour créer un « lebensraum » permettant aux Juifs d'émigrer et de coloniser non seulement les parties de la Palestine « attribuées » dans la résolution du partage de la Palestine pour créer un État juif, mais toutes les régions qu'ils souhaitaient annexer.

Cette politique d'annexion s'est poursuivie sans interruption depuis 1948. Il faut comprendre que TOUTES les politiques et actions d'Israël à partir de 1948 peuvent être considérées comme ayant été au service de cet objectif, y compris tous les « accords » internationaux tels que les accords d'Oslo et d'Abraham.

Il convient de noter l'intention du gouvernement actuel d'embrasser ouvertement le slogan de « la Judée et de la Samarie » en tant que « foyer du peuple juif ». Le fait que le « gouvernement d'unité nationale » israélien ait été formé sous la direction des forces les plus belliqueuses et annexionnistes d'Israël et qu'il ait émis une « directive » à l'intention de la population palestinienne du nord de Gaza, qui compte plus d'un million de personnes, de « se déplacer vers le sud », vaut d'être examiné de près.

Cette « mise en garde pour leur propre sécurité » fait écho aux tactiques des forces israéliennes lors de la Nakba et doit être considérée comme un indicateur inquiétant des intentions israéliennes à l'heure actuelle. L'ampleur du pilonnage et du bombardement systématiques de vastes zones résidentielles, qui a déjà privé d'abri plus de 400 000 Palestiniens, indique à tout le moins l'intention des Israéliens de rendre invivable une grande partie, voire la totalité, de la bande de Gaza.

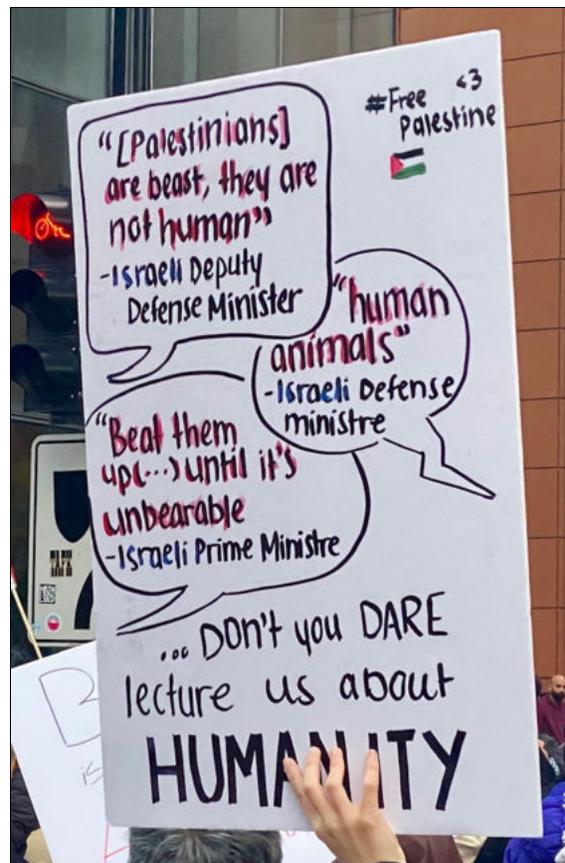
Le facteur sur lequel ils n'ont pas compté dans leurs « évaluations » est l'ampleur de la résistance à leur projet d'invasion de Gaza.

Netanyahou était dans l'opposition au moment du plan de 2005 pour le « désengagement » de Gaza et s'y est opposé avec véhémence, ce qui l'a finalement poussé à démissionner du cabinet. Tenons-le comme un présage de ce que le gouvernement israélien a l'intention de faire en ce moment.

Extrait de *Wikipédia* :

### Le désengagement d'Israël à Gaza

Le 7 août 2005, Netanyahou a démissionné juste avant que le cabinet ne ratifie la première phase du plan de désengagement par 17 voix contre 5. Netanyahou a



reproché au gouvernement israélien de s'être engagé « aveuglément » dans le désengagement en ne tenant pas compte de la recrudescence attendue du terrorisme.

Le 10 août, lors de son premier discours devant la Knesset après sa démission, Netanyahu a appelé les membres de la Knesset à s'opposer au projet de désengagement.

« Seuls les membres de la Knesset sont en mesure d'arrêter ce mal. Tout ce que la Knesset a décidé, elle peut le changer. J'en appelle à tous ceux qui sont conscients du danger : Rassemblez vos forces et faites ce qu'il faut. Je ne sais pas s'il est possible d'arrêter l'ensemble du mouvement, mais il est encore possible de l'arrêter dans ses premières étapes. Ne donnez pas d'armes aux Palestiniens, ne leur donnez pas de roquettes, ne leur donnez pas de port maritime et ne leur donnez pas une immense base pour la terreur. »



---

## La racine de la violence est l'oppression

– Jewish Voice for Peace –

*Cette organisation américaine est « la plus grande organisation juive progressiste antisioniste au monde », avec 443 421 membres et sympathisants. La déclaration qui suit a été publiée le 7 octobre.*

En ce moment même, les peuples palestiniens et israéliens et tous ceux et celles d'entre nous qui ont de la famille sur le terrain craignent le pire pour nos proches. Nous pleurons les vies anéanties de ceux et celles qui ont déjà disparu, et nous engageons maintenant et toujours pour un avenir où chaque vie est reconnue comme précieuse et où tous les peuples vivront dans la liberté et la sécurité.

Après 16 ans de blocus militaire israélien, les combattants palestiniens de Gaza ont lancé un assaut sans précédent, au cours duquel des centaines d'Israéliens et d'Israéliennes ont trouvé la mort ou subi des blessures, et des civils ont été pris en otage. Le gouvernement israélien a déclaré la guerre, lançant des frappes aériennes, tuant des centaines de palestiniens, hommes, femmes et enfants, et blessant des milliers de personnes, bombardant des bâtiments résidentiels et menaçant de commettre des crimes de guerre contre la population palestinienne assiégée de la bande de Gaza.

Le gouvernement israélien vient peut-être de « déclarer la guerre », mais sa guerre contre le peuple palestinien a commencé il y a plus de 75 ans. L'apartheid et l'occupation israélienne – et la complicité des États-Unis dans cette oppression – sont la source de toute cette violence. La réalité dépend d'où commence l'horloge.

Au cours de l'année écoulée, le gouvernement d'extrême droite le plus raciste et le plus fondamentaliste de l'histoire d'Israël a – au nom de la suprématie juive – intensifié sans pitié ni scrupules son occupation militaire de la Palestine : expulsions violentes et démolitions de maisons, massacres, raids militaires sur les camps de réfugiés, siège implacable et humiliations quotidiennes. Ces dernières semaines, les forces israéliennes ont pris d'assaut à plusieurs reprises les sites musulmans les plus sacrés de Jérusalem.

Depuis 16 ans, le gouvernement israélien étouffe les habitants de Gaza au moyen d'un blocus militaire draconien, aérien, maritime et terrestre, enferme et affame deux millions de personnes et leur refuse tout accès à l'aide médicale. Le gouvernement israélien massacre régulièrement le peuple gazaoui ; les enfants de dix ans qui vivent à Gaza ont déjà été traumatisés par pas moins de sept grandes campagnes de bombardement.

Depuis 75 ans, le gouvernement israélien maintient une occupation militaire en terre palestinienne, appliquant au peuple qui y réside un régime d'apartheid. Les enfants palestiniens sont tirés de leur lit par des soldats israéliens lors de raids avant l'aube et détenus sans inculpation dans des prisons militaires israéliennes. Les maisons palestiniennes sont incendiées par des foules de colons israéliens ou détruites par l'armée israélienne. Des villages palestiniens entiers se sont vidés, les villageois contraints de fuir, abandonnant les maisons, les vergers et les terres qui appartenaient à leurs familles depuis des générations.

L'effusion de sang aujourd'hui et au cours des 75 dernières années est directement liée à la complicité des États-Unis dans l'oppression et l'horreur provoquées par l'occupation militaire israélienne. Le gouvernement américain est le grand facilitateur de la violence israélienne et porte la responsabilité de la situation actuelle. Le flot ininterrompu de financement militaire, la couverture diplomatique, et les milliards de dollars d'argent privé provenant des États-Unis permettent et renforcent le régime d'apartheid d'Israël. Ceux qui continuent à réclamer un soutien américain « sans faille » à l'armée israélienne ne font qu'ouvrir la voie à davantage de violence.

Pour les États-Unis, il n'y a pas de voie de travers. À nous, là où nous sommes, de mettre fin à la complicité : nous exigeons que le gouvernement américain prenne immédiatement des mesures pour retirer tout financement militaire à Israël et pour tenir le gouvernement israélien responsable de ses violations flagrantes des droits de l'homme et de ses crimes de guerre à l'encontre du peuple palestinien. Nous nous engageons à intensifier nos campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions afin de mettre un terme au versement de milliards d'euros à la machine de guerre israélienne par les entreprises et les fondations privées.

Inévitablement, les peuples opprimés du monde entier chercheront – et obtiendront – leur liberté. Nous méritons tous et toutes la libération, la sécurité et l'égalité. Le seul moyen d'y parvenir est de dessécher les sources de la violence, à commencer par la complicité de notre propre gouvernement.

*(Traduction : BM pour l'Agence média Palestine)*



---

## Reportage photo

# Condamnation mondiale des crimes d'Israël à Gaza

Les peuples du monde entier manifestent pour soutenir le peuple palestinien et condamner les bombardements aveugles de Gaza par Israël, son exigence impossible d'évacuer 1,1 million d'habitants du nord de Gaza vers le sud dans les 24 heures et son invasion terrestre potentielle. Les Nations unies ont indiqué que 423 000 personnes ont été déplacées dans la bande de Gaza. En date du 13 octobre, l'ONU signale que 1 800 Palestiniens ont été tués par des frappes aériennes d'Israël. Toutes les attaques d'Israël contre les civils à Gaza et ailleurs, y compris les Palestiniens qui tentent de fuir à l'intérieur de Gaza ou vers l'Égypte, le personnel de l'ONU, le personnel médical et les hôpitaux, constituent une punition collective et sont considérées comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en vertu du droit international.

La résistance armée se manifeste également en Cisjordanie. À Naplouse, des combattants de la résistance ont ouvert le feu sur des soldats israéliens dans le secteur de Jabal Subeih, dans la ville de Beita. Des manifestations de colère ont également eu lieu dans différents quartiers de Jénine, condamnant les crimes sanglants commis par Israël dans la bande de Gaza et le silence honteux de la communauté internationale. De violents affrontements ont éclaté à proximité du camp militaire des forces d'occupation israéliennes (IOF) à Salem, à l'ouest de Jénine, en signe de protestation contre l'agression contre la bande de Gaza. Des affrontements ont également eu lieu à al-Khalil, avec un usage intensif de balles réelles. Au 14 octobre, 54 Palestiniens ont été tués par des tirs de

l'armée israélienne en Cisjordanie occupée au cours de la semaine écoulée, selon le ministère de la Santé, y compris des enfants tués et blessés.

Israël a lancé des frappes de missiles sur les deux principaux aéroports de Syrie, à Damas et dans la ville d'Alep, dans le nord du pays, les mettant tous deux hors service, ont rapporté les médias d'État syriens.

Des milliers de personnes ont manifesté dans la rue au Liban, en Égypte, en Jordanie, en Syrie, en Irak, en Iran, en Tunisie et en Libye. Les manifestations les plus importantes ont eu lieu au Moyen-Orient, où les manifestants se vouent âme et vie pour la Palestine. Du Maroc à Istanbul, de Bagdad à Beyrouth, de Téhéran à Sanaa, des manifestations passionnées ont secoué la région, témoignant d'un rejet total de la notion de normalisation des liens avec Israël. Les centres-villes et les grands parcs se sont remplis de foules réclamant la fin immédiate du siège de Gaza et appelant à un « jour de rage » mondial.

En Irak, la « prière pour la Palestine » a rassemblé près d'un million de personnes sur la place Tahrir à Bagdad.

Des manifestations massives de soutien à la Palestine ont eu lieu à Amman, la capitale de la Jordanie. Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées en scandant : « Ils disent que le Hamas est terroriste – Toute la Jordanie est Hamas ! » Les forces de sécurité jordaniennes auraient empêché des centaines de manifestants d'atteindre la frontière jordano-israélienne en tirant des grenades lacrymogènes sur les manifestants. La Jordanie possède une frontière de 238 kilomètres avec Israël et deux points de passage. Le ministère de l'Intérieur de la Jordanie avait auparavant déclaré qu'aucune manifestation ne serait autorisée dans la vallée du Jourdain et dans la région frontalière. Dans plusieurs zones, les forces de sécurité jordaniennes ont affronté les manifestants, tirant des gaz lacrymogènes sur la foule.

En Malaisie et en Indonésie, la nation musulmane la plus peuplée du monde, des mobilisations massives de la population ont lieu pour soutenir le peuple palestinien. En Indonésie, les gens ont assisté en grand nombre à la prière du vendredi, au cours de laquelle les imams ont prononcé des sermons sur la situation à Gaza et ont fait des prières pour le peuple palestinien.

En Inde, les slogans « Vive la Palestine » et « Gaza ne mourra jamais » ont également retenti haut et fort en soutien au peuple palestinien. Dans certaines régions, le gouvernement indien a empêché la tenue de prières dans les mosquées afin d'empêcher les Indiens de se rassembler et d'exprimer leur soutien.

Au Pakistan, en réponse à la volonté du gouvernement d'établir des relations plus étroites avec Israël, des manifestants ont brûlé le drapeau israélien et ont marché dans les rues en grand nombre.

Des rassemblements et des marches de solidarité avec la Palestine, réunissant des milliers de personnes, ont également eu lieu dans plusieurs villes d'Europe le 14 octobre, notamment à Genève (Suisse), à Copenhague (Danemark), à Turin (Italie) et à Dublin (République d'Irlande). En Espagne, des manifestations ont eu lieu à Madrid et dans les villes de Barcelone, Saragosse, Malaga et Reus, en Catalogne. Le 14 octobre, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Londres, sous haute surveillance policière, pour dénoncer le soutien du gouvernement britannique à Israël. À Paris, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau contre un rassemblement le 12 octobre, après que le ministre français de l'Intérieur ait interdit toutes les manifestations pro-Palestine au nom de l'« ordre public ».

## Palestine



Hébron, Palestine, 11 octobre 2023



À gauche : Le camp de réfugiés Burj Al Shamali à Tyr, au Liban, le 13 octobre 2023. À droite : Hébron, Palestine, le 13 octobre 2023



Doha, Palestine, 13 octobre 2013



Naplouse, Palestine, 13 octobre 2013

Liban



Bagdad, Irak





Amman, Jordanie



## Tunis, Tunisie



## Damas, Syrie





Turin, Italie



## Barcelone, Espagne



## Paris, France



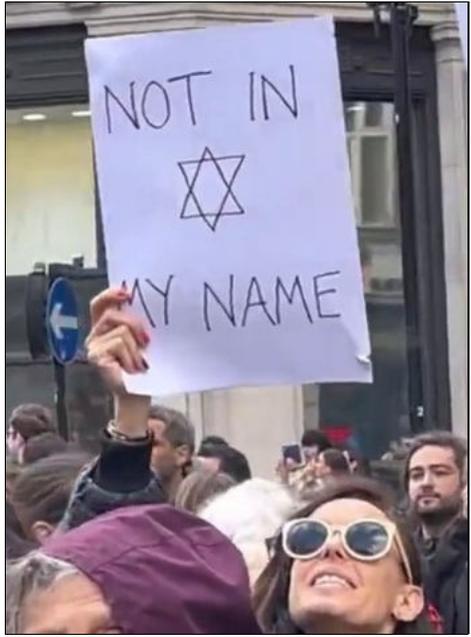


Bruxelles, Belgique



Londres, Angleterre





---

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)